

2005



LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE



Le commerce agricole et la pauvreté:
le commerce peut-il être au service des pauvres?



Photos de la page 3: *Toutes les photos proviennent de la Médiabase de la FAO.*

Pour se procurer les publications de la FAO, s'adresser au:

GROUPE DES VENTES ET DE LA COMMERCIALISATION
Division de l'information
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome, Italie

Courriel: publications-sales@fao.org
Télécopie: (+39) 06 57053360
Site Web: <http://www.fao.org/catalog/inter-e.htm>

2005

Collection FAO: Agriculture N° 36

ISSN 0251-1460

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

Produit par le
Groupe de la production et de la conception éditoriales
Division de l'information
FAO

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention ou l'omission de sociétés précises, de leurs produits ou de leurs marques, n'implique aucun appui ou jugement de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

ISBN 92-5-205349-2

Tous droits réservés. Les informations ci-après peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées au:

Chef du
Service de la gestion des publications,
Division de l'information,
FAO,
Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie
ou, par courrier électronique, à:
copyright@fao.org

© FAO 2005

Tables des matières

Avant-propos	vii
Remerciements	x
Sigles et abréviations	xi
Note explicative	xiii

PREMIÈRE PARTIE

Le commerce agricole et la pauvreté: Le commerce peut-il être au service des pauvres?

1. Introduction et vue d'ensemble	3
Commerce, pauvreté et sécurité alimentaire: quels sont les liens?	5
Vue d'ensemble du rapport	8
2. Tendances et structure du commerce international des produits agricoles	14
Le commerce des produits agricoles et l'économie mondiale	14
La géographie en évolution du commerce des produits agricoles	16
Le commerce des produits agricoles dans les pays les moins avancés	19
Le commerce agricole au sein des régions	21
Les produits transformés et le rôle des supermarchés	26
Principales conclusions	27
3. Contexte de la politique des échanges agricoles	29
Évolution de la politique des échanges agricoles	29
Soutien interne	33
Concurrence à l'exportation	37
Accès aux marchés	42
Principales conclusions	53
4. Incidences macroéconomiques de la réforme du commerce agricole	54
Modéliser les réformes des politiques commerciales	54
Modèles informatiques d'équilibre général	58
Modèles s'appliquant au secteur agricole	64
Principales conclusions	65
5. Impacts des réformes du commerce agricole sur la pauvreté	67
Rôle de l'agriculture dans la réduction de la pauvreté	67
Rôle du commerce dans le recul de la pauvreté	71
Réformes du commerce agricole et pauvreté	74
Impact des réformes commerciales sur les marchés des facteurs	80
Réformes du commerce, productivité et croissance économique	83
Implications pour la recherche sur les politiques	87
Principales conclusions	88
6. Commerce et sécurité alimentaire	89
Qu'est-ce que la sécurité alimentaire?	90
Corrélations entre le commerce et la faim	90
Libéralisation du commerce et sécurité alimentaire	93
Études de cas de réformes macroéconomiques et commerciales	96
Principales conclusions	107
7. Le commerce au service des pauvres: une action sur deux fronts pour lutter contre la faim et la pauvreté	108
Première approche – Créer des opportunités	109
Seconde approche – garantir un accès	113
Sommes-nous sur le bon chemin?	114
Récapitulatif	117

Deuxième partie

Aperçu mondial et régional: faits et chiffres

1. Tendances de la sous-alimentation	129
2. Crises alimentaires et aide alimentaire	131
3. Aide extérieure à l'agriculture	134
4. Production végétale et animale	136
5. Situation des approvisionnements céréaliers à l'échelle mondiale	139
6. Évolution des cours internationaux des denrées	141
7. Commerce agricole	144
8. Pêche: production, utilisation et commerce	148
9. Forêts	151

Troisième partie

Annexe statistique

Notes concernant les tableaux en annexe	157
Tableau A1 Pays et territoires utilisés à des fins statistiques dans la présente publication	162
Tableau A2 Sécurité alimentaire et nutrition	164
Tableau A3 Production et productivité agricoles	169
Tableau A4 Indicateurs de la population et de la population active (2004)	174
Tableau A5 Utilisation des terres	180
Tableau A6 Indicateurs commerciaux (moyenne 2001-03)	187
Tableau A7 Indicateurs économiques	192
Tableau A8 Productivité totale des facteurs	197

Références	203
Chapitres spéciaux de <i>La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture</i>	209
Titres choisis	211

CONTRIBUTION SPÉCIALE

Le commerce peut-il être au service des pauvres? Le point de vue de la société civile	119
--	------------

TABLEAUX

1. Destination des exportations agricoles par région	23
2. Origine des importations agricoles par région	24
3. Estimations du soutien au producteur de l'OCDE	34
4. Mesures du soutien interne	35
5. Droits de douane sur les produits agricoles, par pays, 2000-02	49
6. Gains de bien-être selon des études EGC de la libéralisation du commerce	59
7. Commerce bilatéral: pourcentage de variation en valeur des volumes d'importations bilatérales	62
8. Effets de la libéralisation du commerce sur les salaires des travailleurs non qualifiés par secteur et scénario	64

9. Incidence d'une politique de réforme sur les prix mondiaux des produits de base	65
10. Indicateurs de l'alimentation et de la faim, par région	89
11. Droits NPF appliqués et consolidés	98
12. Valeur totale des importations alimentaires par rapport à la valeur totale des exportations agricoles	102
13. Variations du pourcentage de la population sous-alimentée, de la production alimentaire, de la pauvreté rurale et de la croissance économique	103
14. Protéines et calories disponibles par habitant, 1980/82-1999/2001	105
15. Expéditions d'aide alimentaire en céréales par habitant	133

ENCADRÉS

1 Le point de vue d'autres organisations multilatérales sur le commerce et le développement	7
2 Les principales dispositions de l'Accord relatif à l'agriculture du Cycle d'Uruguay	32
3 Le système des contingents tarifaires de l'Union européenne pour les produits laitiers	44
4 Les droits de douane en tant que recettes fiscales	46
5 Les modèles d'analyse d'équilibre général calculable	56
6 Que savons-nous en matière de réduction de la pauvreté?	68
7 Les ménages agricoles	76
8 Incidence de la libéralisation agricole sur la pauvreté au Brésil	78
9 En quoi le commerce international peut-il contribuer à réduire la pauvreté et à améliorer la sécurité alimentaire?	84
10 La libéralisation du marché de la noix de cajou au Mozambique	95
11 Briser le cercle de la faim et de la pauvreté: une stratégie sur deux fronts pour lutter contre la faim et la pauvreté	109

FIGURES

1. Croissance du PIB mondial et du commerce mondial de biens et de services	15
2. Croissance du PIB agricole mondial et du commerce mondial de produits agricoles	15
3. Ratio du commerce au PIB pour l'agriculture et l'ensemble de l'économie	15
4. Exportations agricoles mondiales totales et leur part dans les exportations de marchandises	16
5. Part des pays en développement dans le commerce agricole et dans le commerce total de marchandises	17
6. Commerce agricole dans les pays développés et en développement	18
7. Ratio du commerce (exportations + importations) au PIB dans les pays développés et en développement	19
8. Commerce agricole dans les régions en développement	20
9. Part des régions dans le commerce agricole mondial	21
10. Commerce agricole dans les pays les moins avancés	22
11. Ratio du commerce par rapport au PIB des pays les moins avancés	22
12. Part des produits transformés dans les exportations agricoles	26
13. Part des exportations subventionnées dans le total des exportations de certains produits de l'UE, 1995-2001	38
14. Progressivité des droits appliqués aux fibres, aux textiles et aux vêtements	47
15. PIB agricole et sous-alimentation, 1998-2002	69
16. Emploi agricole et sous-alimentation, 1998-2002	69
17. Commerce agricole et sous-alimentation, 1998-2002	71
18. Exportations agricoles et sous-alimentation, 1998-2002	72
19. Importations agricoles et sous-alimentation, 1998-2002	73
20. Importations alimentaires et sous-alimentation, 1998-2002	73

21. Intégration de l'agriculture dans les marchés mondiaux et sous-alimentation, 1998-2002	73
22. Impact régional de la libéralisation du commerce au Mexique	75
23. Répercussions initiales de l'accèsion à l'OMC sur le revenu réel des ménages en milieu rural et urbain en Chine	77
24. Impact du MERCOSUR sur le revenu réel des ménages en Argentine	81
25. Impact de la libéralisation des échanges sur le revenu réel des ménages au Mexique	82
26. Cadre conceptuel de l'insécurité alimentaire	91
27. Pourcentage de personnes sous-alimentées par rapport au ratio du commerce agricole au PIB agricole	92
28. Pourcentage de l'insuffisance pondérale par rapport au ratio du commerce agricole au PIB agricole	93
29. Cadre réforme – réaction – résultat	94
30. Évolution des prix intérieurs réels et du taux de change effectif réel au Chili	100
31. Évolution des prix intérieurs réels et du taux de change effectif réel au Ghana	101
32. Variation des disponibilités alimentaires moyennes par rapport à celle de la prévalence de la sous-alimentation dans les années 90	104
33. Capital social agricole par travailleur agricole dans les pays en développement par rapport à la prévalence de la sous-alimentation en 2000-2002	115
34. Orientation agricole de l'investissement public	116
35. Tendances à long terme de l'aide extérieure à l'agriculture, 1974-2002	116
36. Aide extérieure à l'agriculture par travailleur agricole par rapport à la prévalence de la sous-alimentation, 1998-2000	117
37. Population sous-alimentée par région, 2000-2002	129
38. Évolution du nombre de personnes sous-alimentées dans les pays en développement, par région	130
39. Évolution du pourcentage de la population sous-alimentée dans les pays en développement, par région	131
40. Bénéficiaires d'une aide alimentaire en céréales	132
41. Bénéficiaires d'une aide alimentaire autre qu'en céréales	132
42. Engagements d'aide extérieure à l'agriculture, par principales régions récipiendaires	134
43. Aide extérieure à l'agriculture par travailleur agricole	135
44. Variation de la production végétale et animale	137
45. Tendances à long terme de la production alimentaire par région et par groupe de pays	138
46. Production et utilisation mondiales de céréales	139
47. Stocks céréaliers mondiaux et ratio stocks/utilisation	140
48. Tendances des prix des produits de base	141
49. Variation annuelle de la valeur des exportations agricoles mondiales	144
50. Exportations agricoles mondiales	145
51. Importations et exportations agricoles par région	145
52. Production mondiale de poisson, Chine et reste du monde	149
53. Commerce de poisson et de produits de la pêche, pays développés et en développement	150
54. Exportations nettes de poisson, de produits de la pêche et de quelques produits agricoles des pays en développement	150
55. Production mondiale de bois rond	151
56. Production, consommation, importations et exportations de bois rond industriel en 2002	152
57. Production de bois rond, pays développés et en développement	152
58. Valeur des produits forestiers	153
59. Production de bois rond industriel par région, 2002	154

Avant-propos

La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2005 étudie les liens entre l'agriculture, le commerce et la pauvreté, et pose la question de savoir si le commerce agricole international et la poursuite de la réforme engagée dans ce domaine peuvent contribuer à résoudre le problème de l'extrême pauvreté et de la faim.

Les statistiques mondiales de la pauvreté et de la faim ne sont que trop bien connues. On estime que 1,2 milliard de personnes vivent avec moins de 1 dollar par jour et selon les toutes dernières estimations de la FAO, 852 millions d'individus n'ont pas une nourriture en quantité suffisante pour mener une vie saine et active. De plus, il y a aujourd'hui une prise de conscience accrue du fait que l'extrême pauvreté et la faim constituent un phénomène essentiellement rural. La plupart des populations pauvres et affamées de la planète vivent en milieu rural et tirent de l'agriculture leurs moyens d'existence. Dans la mesure où l'agriculture est régie par le commerce, celui-ci aura inévitablement des répercussions sur les moyens d'existence et la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables du monde.

L'intégration de l'économie mondiale par le commerce est croissante et l'agriculture s'inscrit dans cette plus vaste tendance. Dans certains pays, l'expansion du commerce agricole – suite à la réforme des politiques agricoles et commerciales – a contribué à une période de croissance économique rapide et bénéfique pour les pauvres. En effet, certains des pays qui ont obtenu les meilleurs résultats dans la lutte contre la faim et l'extrême pauvreté ont considéré le commerce des produits agricoles, que ce soit à l'exportation, à l'importation ou les deux, comme un élément essentiel de leur stratégie de développement.

Toutefois, pour un grand nombre de pays parmi les plus pauvres, l'expérience n'a pas été aussi positive. Ces pays tendent au contraire à être de plus en plus marginalisés et vulnérables, tributaires des importations pour une partie grandissante de leurs besoins alimentaires, sans avoir la capacité

de développer et de diversifier leurs exportations agricoles ou non agricoles. La FAO estime que le processus de réforme en cours doit tenir compte des circonstances spécifiques de ces pays, et notamment de leur niveau de développement agricole et des politiques complémentaires nécessaires pour assurer leur bonne intégration dans les marchés agricoles mondiaux.

La FAO reconnaît depuis longtemps le caractère vital du commerce agricole pour la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et la croissance économique. Les importations alimentaires constituent, dans bien des pays, un complément essentiel de la production locale pour garantir un approvisionnement minimum en denrées alimentaires de base. Les exportations agricoles sont une source importante de devises et de revenu rural dans de nombreux pays en développement. Réduire les subventions agricoles qui faussent les échanges, ainsi que les obstacles au commerce agricole, peut avoir un effet catalytique sur la croissance en permettant aux producteurs du monde entier de soutenir la concurrence en misant sur leur avantage comparatif.

Le commerce international des produits agricoles est toutefois caractérisé par un certain nombre de problèmes qui ne permettent pas une concurrence fondée sur l'avantage comparatif. Les marchés de divers produits et denrées alimentaires de base provenant des zones tempérées, sont faussés dans une large mesure par les subventions et les mesures de protection gouvernementales, surtout dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Certains pays développés continuent de subventionner leurs agriculteurs, voire leurs exportations agricoles lorsqu'il en résulte des excédents commercialisables. Pour d'autres produits agricoles, et notamment pour les produits tropicaux comme le café, le thé, les fibres naturelles, les fruits et les légumes tropicaux, le problème tient en particulier au niveau élevé des droits de douane appliqués, à leur complexité et à leur caractère

saisonnier, ainsi qu'à une forte progressivité tarifaire.

Les distorsions du marché tendent à affaiblir les prix mondiaux des denrées de base et à limiter l'accès aux marchés. Cela a aidé les pays à faible revenu importateurs nets de produits alimentaires à contenir leurs dépenses d'importations alimentaires, mais a également envoyé des signaux erronés aux gouvernements des pays en développement qui les ont parfois mal interprétés en négligeant leur propre agriculture. La faiblesse des prix et l'absence d'investissement ont entravé le développement agricole et rural dans les pays pauvres. Dans un tel contexte, il faut souligner qu'il est dans l'intérêt des pays développés que la croissance des pays en développement s'accélère, notamment parce qu'une telle croissance élargirait le marché des exportations non agricoles des pays développés.

Les pays en développement sont eux aussi appelés à prendre des décisions importantes. Certains pays exportateurs en développement tireraient profit de la libéralisation des politiques agricoles de l'OCDE, mais les avantages pour les pays en développement devraient également découler de la libéralisation des échanges commerciaux entre ces pays mêmes. En effet, nombre des bénéficiaires de la libéralisation du commerce agricole mondial pour les pays en développement dériveraient de leurs propres réformes politiques. Le commerce agricole Sud-Sud se développe rapidement à mesure que les revenus augmentent, que les villes s'étendent et que le mode de vie évolue en prévoyant une alimentation plus variée. Ce sont là les marchés en expansion du futur.

Il faut toutefois souligner que certains pays en développement pourraient ne pas bénéficier d'une libéralisation plus poussée du commerce agricole. Certains pays qui sont tributaires, pour leurs exportations agricoles, de leur accès préférentiel aux marchés protégés de l'OCDE, seraient pénalisés si ces préférences devaient s'éroder. Les pays importateurs nets de produits alimentaires en seraient affectés eux aussi, surtout à court terme, dans la mesure où la suppression des subventions de l'OCDE déterminerait une hausse des prix des produits alimentaires de base sur les marchés mondiaux.

Bien qu'il y ait apparemment un large consensus quant à l'action bénéfique de la libéralisation du commerce sur l'efficacité et la croissance économique, les résultats immédiats pour les pauvres et les victimes de l'insécurité alimentaire semblent mitigés. L'expérience montre que les gains et les pertes, tout comme la répartition des vainqueurs et des perdants parmi les individus et les pays, sont déterminés par le contexte. Dans la pratique, beaucoup semble dépendre de l'existence de facteurs complémentaires. Le commerce international et la libéralisation des échanges sont plus efficaces pour une réduction durable de la faim et de la pauvreté si des mesures complémentaires appropriées sont mises en place.

De telles mesures comprennent d'une part des investissements qui permettraient aux populations de tirer parti des possibilités offertes par le commerce, et de l'autre, des filets de sécurité sociaux destinés à protéger les membres les plus faibles et les plus vulnérables de la société contre les dérèglements susceptibles de dériver de la réforme du commerce. Nous devons toujours être particulièrement vigilants à l'égard des difficultés spécifiques rencontrées par les pays les moins avancés, les pays à faible revenu et à déficit vivier et autres groupes vulnérables.

Parmi les principaux investissements à effectuer, il s'agit notamment de prendre des mesures pour réduire les importantes variations de la production agricole dans les zones pluviales grâce à la réalisation de petits projets hydrauliques au niveau des villages et des communautés; améliorer les routes rurales afin de faciliter la livraison des intrants aux producteurs et l'arrivée de la production sur les marchés; et renforcer tous les éléments de la chaîne de commercialisation, depuis l'infrastructure physique jusqu'à la fourniture rapide d'informations précises concernant les prix des produits. Il est nécessaire notamment d'améliorer les installations de stockage et d'emballage au niveau des exploitations et pendant tout le processus de commercialisation, les infrastructures des marchés, les abattoirs et les ports. Il est tout aussi important d'investir dans le renforcement des capacités afin que les pays puissent se conformer aux normes de qualité

et de sécurité sanitaire et aux mesures sanitaires et phytosanitaires et aux obstacles techniques au commerce de l'Organisation mondiale du commerce; cela comprend l'offre de formation de compétences, d'équipement et de ressources, ainsi que le renforcement des institutions pour que les pays participent de manière active aux travaux des organes de normalisation.

Un tel investissement dans le secteur agricole et dans les zones rurales sont importants et ont de multiples retombées, notamment une participation plus efficace des pays en développement à l'économie internationale. Avec une bonne assistance de la part des pays plus nantis, les normes commerciales peuvent être considérées non plus comme une menace, mais plutôt comme une opportunité.

Les études et analyses en cours de la FAO fournissent des enseignements encourageants et des orientations générales. L'une de ces nombreuses et importantes leçons est la nécessité pour les décideurs de considérer avec davantage d'attention

qu'ils ne l'ont fait par le passé, comment utiliser les politiques commerciales pour promouvoir une croissance qui soit bénéfique aux pauvres. Il s'agit notamment de compléter les réformes commerciales par des politiques et des investissements effectifs qui permettent aux pauvres de tirer profit des possibilités liées au commerce, tout en mettant en place des filets de sécurité pour protéger les membres vulnérables de la société.

La Déclaration du Millénaire souligne l'importance du commerce international pour le développement et l'élimination de la pauvreté. Dans cette Déclaration, les gouvernements se sont engagés, entre autres, à mettre en place un système commercial multilatéral ouvert, équitable, fondé sur le droit, prévisible et non discriminatoire. Un tel système est essentiel pour que le commerce agricole international puisse promouvoir une croissance économique plus équitable et contribuer aux objectifs de réduction de la pauvreté et de sécurité alimentaire.



Jacques Diouf
Directeur général de la FAO

Remerciements

La situation mondiale de l'alimentation et l'agriculture est l'œuvre d'une équipe de la Division de l'économie agricole et du développement de la FAO, dirigée par Terri Raney, Économiste principale et éditrice, et composée de André Croppenstedt, Annelies Deuss, Jakob Skoet et Slobodanka Teodosijevic. Stella di Lorenzo et Paola di Santo assurent le secrétariat et le soutien administratif. Randy Stringer, Chef du Service du développement agricole comparatif et Prabhu Pingali, Directeur de la Division de l'économie agricole et du développement, assurent la supervision générale et l'encadrement des travaux.

La **Première partie**, «Commerce international des produits agricoles et pauvreté, le commerce peut-il aider les pauvres?», a été établie sous la direction de Joe Francois, Randy Stringer et Alexander Sarris. De nombreux fonctionnaires de plusieurs unités techniques de la FAO, en particulier de la Division des produits et du commerce international, ainsi que d'autres organisations internationales et des experts indépendants, ont donné des avis, une assistance et des orientations utiles. Pour la Première partie, le travail de fond a été effectué par Joe Francois, Tom Hertel, Phillip Killicoat, Maros Ivanic, Will Martin, Randy Stringer, Jakob Skoet, Frank van Tongeren et Wang Zhi. Ont servi à l'établissement du rapport les observations critiques, les analyses et le travail d'édition de Kym Anderson, Jelle Bruinsma, Walter Falcon, Hartwig de Haen, Tim Josling, Jamie Morrison, Prabhu Pingali, Ramesh Sharma et Alberto Valdés. Des collègues de la Division des statistiques de la FAO ont fourni des données et des intrants statistiques connexes.

Chapitre 1 (Introduction et vue d'ensemble). Rédigé par Joe Francois, Tim Josling, Terri Raney et Randy Stringer.

Chapitre 2 (Tendances et structure du commerce international des produits agricoles). Rédigé par Annelies Deuss, Jakob Skoet et Randy Stringer.

Chapitre 3 (Contexte de la politique des échanges agricoles). Contributions de Joe

Francois, Tim Josling, Will Martin, Jakob Skoet, Frank van Tongeren et Wang Zhi.

Chapitre 4 (Incidences macroéconomiques de la réforme du commerce agricole). Ce chapitre s'inspire d'un document de base établi par Joe Francois et Frank van Tongeren. Tom Hertel, Terri Raney et Jakob Skoet ont apporté des contributions supplémentaires.

Chapitre 5 (Impact des réformes du commerce agricole sur la pauvreté). Ce chapitre s'inspire d'un document de base établi par Tom Hertel et Maros Ivanic. Randy Stringer et Alberto Valdés ont apporté des contributions supplémentaires.

Chapitre 6 (Commerce et sécurité alimentaire). Phillip Killicoat, Annelies Deuss, Terri Raney et Jakob Skoet ont préparé ce chapitre, qui repose en grande partie sur des recherches effectuées par la Division des produits et du commerce international de la FAO. Ces recherches ont été présentées au Comité des produits de la FAO en mai 2005 dans le document *La sécurité alimentaire dans le contexte des réformes des politiques économiques et commerciales: le point sur l'expérience de quelques pays* (CCP 05/11).

Chapitre 7 (Le commerce au service des pauvres: une action sur deux fronts pour lutter contre la faim et la pauvreté). Ce chapitre final a été rédigé par Annelies Deuss, Phillip Killicoat, Prabhu Pingali, Terri Raney, Randy Stringer et Jakob Skoet.

La **Deuxième partie**, «Analyse mondiale et régionale: faits et chiffres», a été établie par André Croppenstedt, Annelies Deuss et Jakob Skoet.

La **Troisième partie**, «Annexe statistique», a été établie par André Croppenstedt, Annelies Deuss et Terri Raney. L'équipe est très reconnaissante au Conseil consultatif externe pour la *Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* composé de Walter Falcon (Président), Bina Agarwal, Kym Anderson, Simeon Ehui, Franz Heidhues et Eugenia Muchnik, qui ont fourni des orientations précieuses sur la portée et l'objet du rapport.

Ce document a bénéficié du travail des éditeurs, créateurs et maquetistes du Service de la gestion des publications de la FAO.

Sigles et abréviations

ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
AoA	(Cycle d'Uruguay) Accord sur l'agriculture
BNT	barrière non tarifaire
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CT	contingent tarifaire
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
ECE	entreprises commerciales d'État
EGC	équilibre général calculable
ESP	estimations du soutien au producteur
FMI	Fonds monétaire international
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
IED	investissement étranger direct
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
IPC	Comité international de planification des ONG/OSC pour la souveraineté alimentaire
MGS	mesure globale du soutien
NPF	nation la plus favorisée
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONG	organisation non gouvernementale
OSC	organisation de la société civile
PAC	politique agricole commune
PIB	Produit intérieur brut
PMA	pays les moins avancés

PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPA	parité du pouvoir d'achat
SGS	clause de sauvegarde spéciale
UE	Union européenne
UNCLOS	Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer
USDA	Département de l'agriculture des États-Unis

Note explicative

Les informations statistiques contenues dans le présent numéro de *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* ont été élaborées à partir des données dont disposait la FAO en novembre 2003.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont utilisés:

- = néant ou négligeable (dans les tableaux)
- ... = non disponible (dans les tableaux)
- \$ = dollars des États-Unis

Dates et unités

Les années ou groupes d'années sont indiqués comme suit:

2001/02 = campagne agricole ou commerciale ou exercice à cheval sur deux années civiles

2001-02 = moyenne pour les deux années civiles

Sauf indication contraire, les mesures sont celles du système métrique.

«Milliard» = 1 000 millions.

Statistiques

Dans les tableaux statistiques, les totaux sont arrondis et ne correspondent donc pas nécessairement à l'addition des unités. Les variations annuelles et les pourcentages de variations sont calculés en tenant compte des décimales.

Indices de la production

Les indices FAO de la production agricole indiquent le niveau relatif du volume total de la production agricole de chaque année par rapport à la période de base 1989-91. Ils sont fondés sur la somme des quantités pondérées par les prix des différents produits agricoles après déduction des quantités utilisées comme semences ou aliments pour animaux (pondérées de la même façon). Le total qui en résulte représente par conséquent la production disponible pour toute autre utilisation que les semis ou l'alimentation animale.

La formule utilisée pour le calcul de tous les indices, aux niveaux national, régional ou mondial, est celle de Laspeyres. La production de chaque produit est pondérée par la moyenne des cours internationaux du produit pendant la période 1989-91 et les quantités produites chaque année sont additionnées. Pour obtenir l'indice, on divise la production totale pour une année donnée par la production moyenne pour la période de base 1989-91.

Indices du commerce

Pour les indices du commerce des produits agricoles, la période de base est également 1989-91. Tous les produits et tous les pays figurant dans *l'Annuaire FAO du commerce* sont pris en compte. Les indices du total des produits alimentaires comprennent les produits comestibles généralement classés comme denrées alimentaires.

Tous les indices prennent en compte l'évolution de la valeur courante des exportations (franco à bord [f.o.b.]) et des importations (coût, assurance et fret [c.a.f.]), exprimée en dollars des États-Unis. Quand les pays évaluent leurs importations sur une base f.o.b., les chiffres sont ajustés à leur valeur c.a.f. approximative.

Les indices relatifs au volume et à la valeur unitaire des produits échangés entre les pays indiquent l'évolution des quantités pondérées par les prix et celle de la valeur unitaire pondérée par le volume. Les coefficients de pondération sont, respectivement, les prix et les volumes moyens de 1989-91, période de base de tous les indices calculés actuellement par la FAO. La formule utilisée pour le calcul des indices est celle de Laspeyres.